

## **PHILIPPINES**

### **Les droits humains doivent être respectés afin de garantir la paix et la stabilité dans le sud de l'archipel**

*Index AI : ASA 35/001/02*

À l'heure où, dans le sud des Philippines, les opérations militaires contre les unités du groupe *Abu Sayyaf* responsables de prises d'otages sont sur le point de s'intensifier, Amnesty International attire l'attention sur les violences dissimulées qui lui ont été signalées et appelle les autorités philippines à faire strictement respecter les droits humains et le droit international humanitaire.

*« La vigilance doit être accrue, a déclaré Amnesty International, car les garanties essentielles à la protection des droits humains (qui, au demeurant, se sont révélées faibles dans le reste du pays) sont battues en brèche à Mindanao et dans l'archipel de Sulu. »*

Malgré la mise en place de garanties législatives depuis que le président Marcos a été destitué en 1986, des informations font sans cesse état de violations des droits humains perpétrées lors des offensives militaires lancées à Mindanao contre des groupes séparatistes musulmans et des bandes qui pratiquent les enlèvements contre rançon. Il s'agit notamment de bombardements aveugles de zones peuplées de civils, qui font fuir les villageois en masse, et de meurtres ou de « disparitions » de personnes soupçonnées d'appartenir à *Abu Sayyaf* ainsi que de sympathisants présumés du groupe. Récemment, des actes de torture commis à la suite d'arrestations arbitraires ont été signalés : en effet, les agents militaires et paramilitaires cherchaient à extorquer aux personnes appréhendées des renseignements sur *Abu Sayyaf* et sur le lieu où ce groupe retenait ses otages.

Dans le cadre d'un exercice d'entraînement militaire conjoint récemment commencé et devant durer six mois, 650 militaires américains, dont 160

appartenant aux Forces Spéciales, fourniront aux troupes chargées des offensives militaires contre les unités d'*Abu Sayyaf* un soutien logistique et une aide dans le domaine du renseignement.

Dans la mesure où les forces armées américaines fournissent armes, entraînement et autres formes de soutien, Amnesty International demande que tous les moyens soient mis en œuvre pour que les garanties visant à protéger les droits humains soient renforcées et respectées.

*« Bien qu'elles passent en grande partie inaperçues dans un contexte de conflit armé, de tensions locales, de crimes violents et d'enlèvements, les informations concernant des actes de torture et d'autres violations des droits humains persistent. Les États-Unis doivent donc veiller à ce que l'entraînement, les équipements et le soutien qu'ils apportent ne servent pas à aggraver les atteintes aux droits humains.*

*« Encore une fois, Amnesty International condamne les exactions commises par le groupe Abu Sayyaf et appelle à la libération immédiate de tous les otages, mais l'organisation réaffirme sa conviction que la paix et la sécurité pourront être ramenées et maintenues à Mindanao à la seule condition que les droits humains soient respectés par tous. »*

#### **Contexte**

En mai 2001, des membres de l'organisation peu structurée *Abu Sayyaf*, groupe armé musulman séparatiste impliqué surtout dans des affaires d'enlèvement contre rançon, ont capturé 17 Philippins et trois ressortissants américains dans un centre de vacances de l'île de Palawan, avant de les conduire dans l'île de Basilan. Pendant que les opérations militaires se poursuivaient à Basilan, au moins 13 otages ont été assassinés dans un climat marqué par de nouveaux enlèvements, des versements de rançons et des libérations échelonnées. Au mois de février 2002, deux citoyens

américains et une Philippine étaient toujours retenus en captivité. Ces kidnappings faisaient suite à une série d'enlèvements perpétrés en l'an 2000, dont celui d'une vingtaine d'écoliers à Basilan et de 21 touristes et travailleurs étrangers présents dans une station balnéaire de Sabah, en Malaisie. Au mois de septembre 2000, des unités de l'armée ont assailli les positions d'*Abu Sayyaf* sur l'île de Jolo ; au moins 80 000 civils auraient fui leur domicile pour échapper aux affrontements et à des bombardements bien souvent effectués, semble-t-il, sans discernement.

Les agissements d'*Abu Sayyaf* s'inscrivent, à Mindanao, dans un conflit historique de plus grande ampleur. Les revendications séparatistes des musulmans ont gagné en vigueur après des siècles de résistance des communautés musulmanes locales au pouvoir colonial imposé par les Espagnols et les Américains, puis à l'autorité de l'État indépendant philippin à majorité chrétienne. Attisés par le mécontentement que provoquait une situation de marginalisation ethnique et de pauvreté, de violents affrontements ont éclaté, dans les années 70, entre le plus important des groupes armés musulmans, le *Moro National Liberation Front* (MNLF, Front de libération nationale Moro) et les forces gouvernementales. Après une série de cessez-le-feu intermittents, un accord de paix a enfin été signé en 1996 et une région autonome musulmane constituée de quatre provinces a été créée.

L'autre grand groupe armé musulman, le *Moro Islamic Liberation Front* (MILF, Front de libération islamique Moro) a refusé de prendre part à l'accord de 1996 ; en l'an 2000, Joseph Estrada, alors président des Philippines, a lancé une offensive majeure contre les bases et les regroupements du MILF au centre de Mindanao. Plus de 400 000 civils ont été déplacés et certaines sources ont fait état de bombardements menés sans le moindre discernement ainsi que de violations des droits humains.

Après sa prise de fonctions en janvier 2001, la présidente Gloria Arroyo a engagé de nouvelles négociations de paix avec le MILF. Des pourparlers tenus en Libye et en Malaisie ont abouti à la signature d'un accord de cessez-le-feu en août 2001. Malgré d'occasionnelles violations de ce dernier, d'importantes négociations se poursuivent en vue de la conclusion d'un accord de paix officiel ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web :**  
<http://www.amnesty.org>